

Avenue Prince de Liège, 15
B - 5100 Namur

**Les formulaires doivent être renvoyés
à l'adresse ci-dessus avant le 31 mars 2024**

Cadre 1. Exploitant de la prise d'eau

En vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les prises d'eau souterraine et les prises d'eau potabilisable¹ sont soumises à déclaration ou à permis d'environnement (ou à autorisation de prise d'eau avant le 01.10.2002).

Le cadre 1 vise à identifier correctement la personne qui, pour l'ouvrage de prise d'eau concerné, est ou devrait être titulaire d'une autorisation de prise d'eau ou d'un permis d'environnement.

En application de l'article 60 du décret, le changement d'exploitant d'un ouvrage de prise d'eau, doit faire l'objet, de la part du cédant et du cessionnaire, d'une notification conjointe adressée par courrier recommandé à l'autorité compétente pour délivrer le permis d'environnement.

Un formulaire intitulé « Formulaire pour la cession totale ou partielle d'un établissement classé » peut être demandé à l'administration régionale ou être téléchargé à l'adresse suivante :

<http://forms6.wallonie.be/formulaires/Cession%20partielle%20ou%20totale.pdf>

Il est suggéré aux exploitants qui se trouvent dans le cas décrit ci-dessus, de joindre une copie du formulaire de cession à leur déclaration des volumes et des usages de l'eau prélevée en 2023.

En cas de cessation d'activités, l'exploitant réclame le(s) formulaire(s) de déclaration à l'Administration² et le(s) lui retourne dans les deux mois de la cessation d'activités.

Cadre 2. Ouvrage de prise d'eau

Chaque ouvrage de prise d'eau doit faire l'objet d'un formulaire de déclaration. Les déclarants qui n'auraient pas reçu de formulaire pour certains ouvrages de prise d'eau qu'ils exploitent sont tenus de les réclamer au siège de l'Administration.

Cadre 3. Volume

En application des arrêtés du Gouvernement wallon du 12 février 2009³, toutes les prises d'eau souterraine doivent être munies d'un compteur, à l'exception :

- Des prises d'eau qui alimentent exclusivement un ménage pour des usages domestiques (art. D. 2, 41° du Code de l'Eau) et/ou pour l'arrosage du jardin ;
- Des prises d'eau qui ne sont pas équipées d'une pompe à moteur.

Le volume prélevé doit être déterminé au moyen de ce compteur. Ce n'est qu'en cas d'impossibilité technique d'en installer que le volume peut être déterminé sur la base des consommations présumées (annexe II du Code de l'Eau) ou d'autres éléments probants.

¹ L'article D. 2, 37° du Code de l'Eau définit l'eau potabilisable comme étant « toute eau souterraine ou de surface qui naturellement ou après un traitement approprié physico-chimique ou microbiologique est destinée à être bue sans danger pour la santé ».

² Par « Administration », il faut entendre la Direction des Instruments économiques et des Outils financiers du Département du Sol et des Déchets.

³ Arrêtés du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales et les conditions sectorielles relatives aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine.

Cadre 4. Usages de l'eau

Le régime fiscal appliqué aux prises d'eau est établi par le Code de l'Eau, Partie III. – Gestion du cycle anthropique de l'eau ; Titre II : Financement de la gestion du cycle anthropique de l'eau, Chapitre II : Mécanismes de récupération des coûts autres que la tarification.

- Section 2 (art. D. 254 à D. 257) : Taxe et contribution sur les prises d'eau ;
- Section 3 (art. D. 258 à D. 270) : Taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques.

Ce régime fiscal peut être décrit comme suit :

1. Les prises d'eau potabilisable sont soumises à une contribution de prélèvement de 0,0875 € par mètre cube produit ou mis en récipients pour l'année de prélèvement 2023.
De plus, les mêmes prises d'eau potabilisable qui ne font pas l'objet d'un contrat de service de protection conclu avec la S.P.G.E. (Société Publique de Gestion de l'Eau) sont soumises à une taxe de prélèvement de 0,0969 € par mètre cube produit ou mis en récipients pour l'année de prélèvement 2023.

Les prélèvements destinés aux usages 11 et 121 (voir page 3) sont exonérés de la contribution et de la taxe de prélèvement.

2. Les prises d'eau d'exhaure sont soumises à une contribution de prélèvement de 0,0476 € par mètre cube d'eau d'exhaure portant sur les volumes d'eau souterraine pour l'année de prélèvement 2023.

Les autres prises d'eau souterraine sont soumises à une contribution de prélèvement dont le taux, pour l'année de prélèvement 2023, est fixé comme suit :

- sur la tranche de 0 à 20.000 m³ : 0,0384 €/m³ ;
- sur la tranche de 20.001 à 100.000 m³ : 0,0769 €/m³ ;
- sur la tranche supérieure à 100.000 m³ : 0,1153 €/m³.
- Les prélèvements d'eau souterraine non potabilisable qui n'atteignent pas 3.000 m³ sont exonérés de la contribution de prélèvement.

Les prélèvements destinés aux usages 11, 13, 14, 15 et 121 (voir page 3) sont exonérés de la contribution de prélèvement.

3. Les déversements d'eaux usées domestiques sont soumis à une taxe proportionnelle au volume déversé, exprimé en mètres cubes. Le taux de taxation appliqué pour les eaux usées domestiques déversées en 2023 est de 2,365€ par m³.

Si les prises d'eau donnent lieu à des déversements d'eaux usées industrielles, la taxe s'applique au nombre d'unités de charge polluante contenues dans les eaux usées déversées.

Afin de déterminer le régime fiscal qui s'applique à chaque prise d'eau, il importe que le déclarant complète soigneusement le tableau contenu dans le cadre 4. Pour ce faire, il consultera la liste des codes des usages de l'eau qui figure en page 3 de la notice.

Cadre 5. Personnel occupé

Le cadre 5 concerne les entreprises qui ne déversent que des eaux usées domestiques et qui exploitent des ouvrages de prise d'eau pour assurer, en tout ou en partie, leur approvisionnement.

Les entreprises sont invitées à mentionner le nombre maximum de travailleurs occupés dans une même journée au cours de l'année de déversement : employés, ouvriers, chacun selon leur quotité de temps de travail (un travailleur à mi-temps compte, par exemple, pour 0,5 travailleur ; le nombre total est arrondi à l'unité supérieure).

Si vous éprouvez des difficultés à **compléter votre formulaire de déclaration**, vous pouvez contacter :

- Valérie LIZEN (081/33.63.31)
- Philippe VANDELOISE (081/33.63.30)
- Valérie BLAIMONT (081/33.64.09)

CODES DES USAGES DE L'EAU

Codes	Usages
01	- Eau produite destinée à être distribuée par réseau de canalisations
021	- Eau souterraine (sauf eau de source) déversée à la suite du traitement de l'eau potabilisable
022	- Eau de source ou eau de surface potabilisable déversée à la suite du traitement de l'eau potabilisable
031	- Eau souterraine (sauf eau de source) rejetée par un trop-plein ou pour qualité non conforme
032	- Eau de source ou eau de surface potabilisable rejetée par un trop-plein ou pour qualité non conforme
11	- Pompages effectués par les organismes de démergement dans le cadre de leur mission, à l'exception du volume d'eau qu'ils vendent ou distribuent.
121	- Pompages d'essai - d'une durée n'excédant pas 2 mois
122	- d'une durée excédant 2 mois
13	- Pompages temporaires réalisés à l'occasion de travaux de génie civil publics ou privés
14	- Pompages destinés à protéger des biens à l'exception des pompages effectués à des fins industrielles ou lucratives
15	- Pompages géothermiques destinés au chauffage collectif d'habitations ou de bâtiments publics
21	- Eau d'exhaure non valorisable
211	- Eau d'exhaure valorisable
22	- Recharge artificielle de nappes d'eau souterraine
31	- Production de vapeur
32	- Refroidissement - en circuit ouvert sans contact avec la matière à refroidir
33	- en circuit ouvert avec contact avec la matière à refroidir ou en circuit fermé avec purge
341	- Alimentation des pompes à chaleur - avec rejet en eau souterraine (cfr code « usage » 22)
342	- avec rejet en égout ou en eau de surface
41	- Usages domestiques : consommation alimentaire, sanitaires, cuisine, lessive à domicile, nettoyage de locaux à usage autre qu'industriel ou agricole
51	- Usage thermal (bains, soins corporels, etc à l'exclusion de la consommation alimentaire)
52	- Alimentation de piscines
531	- Fontaine ornementale alimentée par une source
532	- Fontaine dont l'eau fait l'objet d'un usage ou fontaine qui n'est pas alimentée par une source
61	- Alimentation de bétail et de locaux où sont gardés, élevés ou lavés des animaux
62	- Arrosage et irrigation en agriculture, horticulture et arboriculture
63	- Alimentation de piscicultures
71	- Mise en récipients de boissons
81	- Fabrication, transformation, traitement, conditionnement, etc, de produits ou matières premières (y compris lavage, rinçage et nettoyage des produits, machine et matériel industriel divers) et nettoyage de locaux industriels, en tenant compte de la distinction suivante :
82	a) secteur agro-alimentaire (non compris code « usage » 71)
83	b) autres secteurs
83	- Garages
831	Car-wash
84	- Salons-lavoirs, blanchisseries (autres que code « usage » 85)
85	- Etablissements de lavage de linge dont les machines sont utilisées exclusivement par la clientèle
91	- Autres usages que ceux repris au présent tableau (usages à définir dans une annexe à la déclaration)